

Politique de confidentialité

Stratégie d'Eurimages pour l'égalité de genre, la diversité et l'inclusion –

Appel à propositions, sponsoring (“ appel à propositions ”)

1. Qui est responsable du traitement des données ?

Eurimages (aussi appelé " Le Fonds ") est le " responsable du traitement " en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel en relation avec le Prix Audentia d'Eurimages ce qui signifie qu'il a le pouvoir de décision concernant le traitement des données. Le traitement de vos données personnelles est régi par le [Règlement du Conseil de l'Europe sur la protection des données à caractère personnel](#) adopté par le Comité des Ministres le 15 juin 2022.

2. Quelles données traitons-nous et dans quel but ?

2.1 Demandes de subventions

Nous traitons les données à caractère personnel que nous recevons des candidat-es en réponse à l'appel à propositions. Cela comprend les données à caractère personnel des représentant-e-s, des personnes contact, des membres du conseil d'administration ou de l'organe équivalent, ainsi que des propriétaires de l'entité candidate. Si l'entité candidate a l'intention de faire appel à des fournisseurs de biens ou de services, lorsque ces fournisseurs sont des personnes physiques, nous pouvons également traiter leurs données à caractère personnel.

Nous traitons les noms, prénoms, fonctions, adresses électroniques, numéros de téléphone et adresses postales des personnes de contact et des représentant-e-s légaux/légales de l'entité candidate. Nous traitons également les noms et prénoms des propriétaires de l'entité candidate et les informations pertinentes relatives aux critères d'exclusion concernant les propriétaires ou les dirigeant-e-s de l'entité candidate. Si les informations relatives aux critères d'exclusion sont initialement fournies sous la forme d'une déclaration, nous pouvons, à un stade ultérieur, demander un extrait du casier judiciaire ou un document équivalent et/ou un certificat délivré par l'autorité compétente attestant du respect de leurs obligations en matière de paiement des cotisations de sécurité sociale, des impôts et des taxes. Nous pouvons également demander un extrait du registre du commerce ou tout autre document officiel prouvant la propriété et le contrôle de l'entité candidate.

Nous pouvons également traiter d'autres données incidentes et non sollicitées, telles que les données personnelles de tiers contenues dans les pièces justificatives fournies par les entités candidates, qui peuvent inclure des données sensibles. Nous n'exigeons pas la soumission d'informations sensibles dans le cadre du processus de candidature. Si les entités candidates choisissent de fournir de telles informations, elles le font à leur propre discrétion et il leur incombe de s'assurer qu'elles sont légalement autorisées à soumettre ces données. Toute

donnée sensible soumise volontairement sera utilisée uniquement dans le but d'évaluer la candidature.

Toutes les données à caractère personnel mentionnées ci-dessus sont ci-après dénommées « données relatives à la candidature ».

Nous traitons les données relatives aux candidatures afin de les enregistrer, d'évaluer leur éligibilité et leur conformité aux critères d'exclusion, d'évaluer les propositions, de communiquer les résultats aux entités candidates et, si la proposition d'une entité candidate est sélectionnée, de préparer la convention de partenariat en vue de sa signature et à des fins d'audit interne ou externe ultérieur.

Les données relatives aux candidatures sont communiquées au Comité de direction et au Comité exécutif d'Eurimages et, pour les candidatures éligibles uniquement, aux expert-e-s externes¹ qui les évalueront.

2.2 Publication de la décision

Nous publierons sur Internet des informations sur les propositions soutenues dans le cadre de l'appel à propositions. Ces informations peuvent inclure le titre de la convention de partenariat, la nature et l'objet de la convention, le nom et le pays de l'entité bénéficiaire et le montant du sponsoring. Les informations relatives à la nature et à l'objet de la convention peuvent contenir des données à caractère personnel dans la mesure où elles sont pertinentes pour l'octroi du partenariat. Au cours de la phase de candidature, les entités candidates peuvent indiquer dans le formulaire de candidature si elles s'opposent à la publication des informations susmentionnées.

2.3 Rapports à fournir

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'initiative financée et son suivi, l'entité bénéficiaire doit fournir à Eurimages un rapport narratif et promotionnel ainsi qu'un rapport financier.

2.3.1 Rapport narratif et promotionnel

Le rapport narratif et promotionnel complet sur l'utilisation du sponsoring et la visibilité donnée à Eurimages peut inclure des données à caractère personnel des parties prenantes et des entités bénéficiaires. Cela peut impliquer la fourniture d'une copie du registre contenant les noms et signatures des participant-es présent-es lors des activités qui font partie de l'initiative financée et/ou des photos des participant-es.

2.3.2 Rapport financier

Le rapport financier comprend un rapport final sur les coûts et un plan de financement final de l'initiative financée. À la demande d'Eurimages, l'entité bénéficiaire peut être tenue de fournir les pièces justificatives appropriées. Ces documents peuvent inclure des contrats signés, des factures, des devis signés et d'autres preuves fiables de paiement. Ces documents peuvent contenir des données à caractère personnel concernant des personnes physiques agissant en tant que prestataires de services (par exemple, des consultant-es) ou des représentant-es de personnes morales.

¹ Les expert-e-s externes signent un accord-cadre avec Eurimages qui comprend une clause de confidentialité.

Les pièces justificatives relatives aux frais de déplacement des expert-es et des participant-es, y compris les frais de transport et d'hébergement, peuvent contenir des informations telles que les noms des voyageurs/voyageuses, les dates de voyage, les destinations, les itinéraires et des précisions sur l'hébergement.

3. Quelle est la base juridique de notre traitement des données ?

Nous traitons les données à caractère personnel sur la base des instruments juridiques du Conseil de l'Europe et de ses règles internes afin de mener à bien les activités nécessaires à l'accomplissement des missions du Conseil de l'Europe. Concernant l'appel à propositions, nous traitons les données à caractère personnel sur la base de l'appel à propositions applicable et du règlement intérieur du Comité de direction et du Comité exécutif d'Eurimages, ainsi que des lignes directrices relatives aux expert-es externes.

4. Qui a accès aux données ?

Seules les personnes au sein du Conseil de l'Europe qui évaluent les demandes de sponsoring et supervisent la mise en œuvre des initiatives financées, les auditeur-ices internes et externes, les membres du Comité de direction et du Comité exécutif d'Eurimages et les expert-e-s externes qui évaluent les candidatures y auront accès.

Le processeur de données que nous utilisons pour le dépôt et le traitement des demandes de soutien, est SurveyMonkey. Vous trouverez des informations sur la sécurité et la confidentialité de SurveyMonkey [ici](#).

Le grand public peut accéder aux informations relatives aux initiatives financées publiées sur le site internet du Fonds ainsi que dans des brochures imprimées et d'autres documents.

5. Comment les données personnelles sont-elles conservées ?

Les données personnelles soumises par les entités candidates seront stockées électroniquement sur les serveurs du Conseil de l'Europe situés dans l'Union européenne. Nous avons mis en place des mesures pour protéger la sécurité de vos informations personnelles, y compris des mesures de sécurité appropriées pour empêcher que vos informations personnelles ne soient accidentellement perdues, utilisées ou consultées de manière non autorisée, modifiées ou divulguées. Ces mesures comprennent des serveurs cryptés, un accès limité aux bases de données pour les seules personnes qui en ont besoin et une sauvegarde sécurisée de toutes les données. Les données fournies via SurveyMonkey sont stockées aux Etats-Unis, au Canada et en Irlande (UE), garantissant la conformité avec les normes régionales en matière de protection des données et sous réserve de la politique de stockage applicable à SurveyMonkey (Irlande).

6. Combien de temps les données seront-elles conservées ?

Les données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'appel à propositions sont conservées pendant au moins dix ans à des fins de rapport, conformément à l'article 64 du [Règlement financier et dispositions annexes du Conseil de l'Europe](#). La période de dix ans commence, pour les données à caractère personnel contenues dans les candidatures, à la date de soumission de la candidature. Dans le cas des propositions retenues, la période de dix ans commence, pour les données à caractère personnel contenues dans les candidatures et les documents liés à la mise en œuvre de la proposition, à la date suivant la clôture du

dossier (date du paiement de la dernière tranche et après acceptation des rapports narratifs et financiers).

7. Quels sont vos droits en matière de protection des données ?

Vous avez le droit de :

- demander l'accès aux informations personnelles que nous détenons à votre sujet ;
- demander que nous corrigions les informations personnelles incomplètes ou inexactes que nous détenons à votre sujet ;
- nous demander de supprimer ou de retirer vos informations personnelles lorsque nous n'avons aucune raison valable de les conserver ;
- vous opposer au traitement de vos informations personnelles pour des raisons spécifiques liées à votre situation.

8. Contacts

Si vous souhaitez exercer les droits susmentionnés ou si vous avez des questions, des préoccupations ou des demandes concernant la manière dont vos données sont collectées et utilisées, veuillez contacter le Conseil de l'Europe de l'une des manières suivantes :

- en envoyant un courriel à eurimages.equity@coe.int
- en envoyant un courriel au délégué à la protection des données du Conseil de l'Europe à dpo@coe.int.

Si vous estimez que nous n'avons pas répondu de manière adéquate à votre demande et que vous considérez que vos droits en matière de protection des données ont été violés à la suite du traitement de vos données à caractère personnel, vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe en envoyant un courrier électronique à l'adresse datacommissioner@coe.int.